

Béatrice de Gasquet

Université Paris Diderot, En délégation à l'INED

27 mai 2019, 14-16h, salle Alfred Sauvy, 133 boulevard Davout, 75020 Paris

Titre

Définir la judéité dans les enquêtes statistiques sur les populations juives après la Shoah (États-Unis, Royaume-Uni, France)

Résumé

La Shoah marque une rupture majeure dans les entreprises de recensement des populations juives, avec la disqualification de tout usage d'un référentiel racial pour définir la judéité, et le soupçon face à l'implication des États dans des enquêtes sur les populations juives. Mais en dehors de la statistique publique, dans le contexte plus général de l'essor du recours aux sondages, la période de l'après Seconde guerre mondiale voit aussi le développement des usages d'enquêtes par questionnaire pour dénombrer et connaître les populations juives, notamment à l'initiative d'organisations juives.

Cette communication s'intéresse plus particulièrement aux enquêtes statistiques conduites sur des échantillons à visée représentative des personnes définies comme juives aux États-Unis, en France et au Royaume-Uni depuis les années 1960. Ces enquêtes constituent un cas relativement singulier où les statistiques sur une population minoritaire sont conduites par des organisations visant à représenter les personnes concernées. On s'intéressera ici aux modes de définition de la population visée dans ces enquêtes, qui prennent généralement pour acquis la complexité de cette entreprise de définition et combinent souvent plusieurs critères (religion, autodéfinition, filiation, éducation...). Les choix opérés dans ces enquêtes s'inscrivent en effet à la fois dans des débats intellectuels et politiques larges sur les identités, et dans des débats internes, et transnationaux, au sein des mondes juifs contemporains sur « qui est juif ».

Title

Defining Jewishness in statistical studies on Jewish populations in the post-Shoah era (US, UK, France)

Abstract

The Shoah marked a major turning point in attempts to census Jewish populations, with the disqualification of any reference to race in defining Jewishness and widespread suspicion towards any State implication in surveys on Jewish populations. Yet, apart from public statistics, with the larger expansion of polls, the post-WW2 era witnessed the development of questionnaire-based surveys to count and gain knowledge on Jewish populations, especially on the initiative of Jewish organizations.

This paper examines statistical surveys based on representative samples of persons defined as Jewish in the US, France and the UK from the 60s onwards. Such surveys constitute a relatively unique case in which statistics on a minority population are compiled by the very organizations that are meant to represent such minority. I examine the various definitions of the concerned population, which usually acknowledge from the start the complexities of such an enterprise and often combine several criteria (religion, self-definition, ancestry, education, etc.). The choices made in these surveys take place in the context of larger intellectual and political debates on identity issues and of internal debates, including at the transnational level, within contemporary Jewish communities on "who is Jewish".

Discutant

Paul Schor (Université Paris Diderot)

NB : ce compte-rendu de séminaire a été rédigé à partir des notes manuscrites, nécessairement imparfaites, prises par Juliette Galonnier lors de la séance. Il est possible que des erreurs ou des approximations s'y soient glissées.

NB: these seminar proceedings derive from the hand-written notes taken by Juliette Galonnier during the session. Imprecisions and mistakes may have slipped into the text.

Compte-rendu par Juliette Galonnier

Béatrice de Gasquet

Cette recherche, encore en cours de développement, s'inscrit dans une réflexion plus large sur la façon dont les minoritaires eux-mêmes utilisent les statistiques, pour les commander ou les commenter. Le cas de la minorité juive en France, au Royaume-Uni et aux Etats-Unis présente des caractéristiques particulières à cet égard. En effet, il y a une tradition de collecte statistique interne au groupe qui est ancienne. Cela peut s'expliquer par plusieurs raisons:

- le caractère ancien du groupe
- la conscience forte qu'a ce groupe de lui-même
- l'ancienneté de l'antisémitisme, la statistique étant vue comme un moyen de se défendre contre les préjugés antisémites
- un accès relativement ancien des Juifs, dès le 19^{ème} siècle, aux professions intellectuelles qui expliquent que ce soient structurés des champs d'études juives, avec une autonomie relative des travaux scientifiques produits par le groupe
- le fait que ce groupe dispose d'organisations anciennes, ce qui a permis une continuité et une transmission de l'héritage de collecte statistique
- l'existence d'organisations internationales comme l'Alliance israélite universelle (créée en 1860), l'American Jewish Joint Distribution Committee (créé en 1914), le Congrès juif mondial (créé en 1936)

Tout cela a permis la constitution d'une tradition de recherches sur ce qui a été appelé "la condition juive" à partir de la deuxième moitié du 19^{ème} siècle.

Ce goût du chiffre publié se manifeste dans la presse juive européenne dès le 19^{ème} siècle: les statistiques y sont présentes, avec parfois le langage de la race. Par exemple, en 1860, l'Alliance israélite universelle récompense un mémoire d'A. Legoyt intitulé *De la vitalité de la race juive en Europe*. Au Royaume-Uni, le statisticien Joseph Jacobs fait une série de conférences, réunie dans un recueil en 1891, dont l'une s'intitule "The racial characteristics of modern Jewry", présentée au Royal Anthropological Institute, en présence du grand rabbin. On y débat de la présence ou non de traits phénotypiques propres aux Juifs.

Ce recours au référentiel racial cesse avec le nazisme et la Shoah. En interne, dans les débats démographiques au sein du monde juif, ce langage racial disparaît totalement. Les organisations juives prennent au contraire des positions fortes pour que les Juifs ne soient plus considérés comme une race. Aux USA, elles militent pour supprimer la catégorie "Hébreu" de la liste des races du Bureau des Migrations. En 1957, lorsque le Bureau du recensement envisage d'introduire une question sur la religion, les organisations juives sont les plus offensives à s'y opposer. Elles ne souhaitent pas que l'Etat ou la statistique publique puisse compter les Juifs.

Pour ces organisations, il n'est donc absolument pas souhaitable que ce soit l'Etat qui prenne en charge la collecte statistique sur les populations juives. Cependant, la période 1960-1980 est une période d'effervescence avec de nombreux débats sur comment faire des statistiques sur les populations juives en France, au Royaume-Uni, aux Etats-Unis. On peut lister une série d'enquêtes:

En France:

- enquête SOFRES 1, en 1976, avec 326 enquêtés
- enquête SOFRES 2, en 1977
- enquête INED puis CNRS, sur commande de l'Université hébraïque de Jérusalem sur la période 1972-1978, avec 1268 enquêtés

Au Royaume-Uni:

- Edgware survey en 1963, avec 419 ménages
- enquête de Prais et Schmool en 1968, à partir des registres des synagogues
- Redbridge survey en 1978

Aux Etats-Unis:

C'est là qu'il y a la mobilisation la plus spectaculaire avec la National Jewish Population Survey en 1970-71 lancée par le Conseil des Fédérations Juives. L'idée est de mettre en place une enquête décennale, calée sur les recensements généraux de la population. Elle est financée par les organisations juives et réalisées avec l'aide de chercheurs. Elle porte sur un gros échantillon de 5790 personnes avec des enquêtes en face à face.

Ces enquêtes sont à la fois très insérées dans le monde juif et dans le monde académique (à l'exception de l'enquête de la SOFRES, institut de sondage). Elles soulèvent un ensemble de questions : comment on construit qui est juif ? comment on mesure la judéité ? quelle influence des débats internes au monde juif ? quelle influence des débats académiques plus larges sur la définition de l'ethnicité ? quelle autonomie du groupe à construire ses propres catégories ? quelle insertion dans les débats théoriques plus larges ? quelles spécificités nationales ? et quelles logiques transnationales de coopération, d'échange, de circulation des catégories et des définitions ?

Je propose donc ici de faire un travail de comparaison à partir de la documentation disponible sur ces différentes enquêtes. La présentation se déroulera en deux temps:

1. Eléments de contexte sur la période des années 60-80: comment on fait des enquêtes statistiques à cette époque ?
2. Le tournant des années 70 (sur les plans à la fois technique, intellectuel, organisationnel)

1) Les facteurs d'une effervescence statistique (années 1960-1980)

1.1. Logiques internes au monde juif

Ces mondes juifs sont très divers dans les trois pays en question.

Dans l'ensemble la période est celle d'une interrogation intellectuelle très intense sur l'identité juive post-Shoah, avec une série d'ouvrages:

Sartre, *Réflexions sur la question juive*, 1946

Memmi, *Portrait d'un juif*, 1962

Friedman, *Fin du peuple juif*, 1965

Marienstras, *Etre un peuple en diaspora*, 1975

Ces auteurs se posent la même question : comment être Juif après la Shoah ? L'identité juive à cette période est fortement définie, en négatif, par l'antisémitisme. Comment remplir cette identité ? Comment lui donner du contenu ? Tous ces ouvrages marquent le débat sur la question. S'ils ne mentionnent pas directement la question des statistiques, ils se trouvent à l'arrière-plan de débats plus larges.

On assiste aussi au développement et à l'institutionnalisation des études sur la judéité, qui promeuvent une approche sociologique de l'expérience juive. On peut souligner une série de travaux:

A. Memmi, "Pratique religieuse et identité juive", 1965, *Revue française de sociologie*

D. Bensimon, "Sociologie des judéités contemporaines", 1981, *Revue française de sociologie*

E. Krauz, "A Sociological Field Study of Jewish Suburban Life", 1965

M. Sklare, J. Greenblum, "Jewish Identity on the Suburban Frontier", 1967

H. Gans, "The origins and growth of Jewish communities in the suburbs", 1958

D. Schnapper, *Juifs et israéliétes*, 1980

Il s'agit de travaux dans des revues généralistes, qui élaborent une réflexion méthodologique sur la question. Se développe l'idée que lorsqu'on travaille sur les Juifs, on peut contribuer à des débats statistiques plus larges : comment enquêter sur des groupes petits et minoritaires ?

1.2. Des espaces académiques renouvelés

On peut souligner qu'une bonne partie de ces auteurs sont des émigrés d'Allemagne ou d'Europe de l'Est. Les espaces académiques se voient ainsi renouvelés par la mobilité des chercheurs eux-mêmes.

Le Congrès des Etudes Juives, qui se réunit régulièrement, met en place une section "Démographie" qui devient assez centrale. L'Université hébraïque de Jérusalem crée dans les années 50 l'Institute of Contemporary Jewry. On assiste aussi à la création de revues comme *Papers in Jewish Demography*, *the Jewish Journal of Sociology*, *Contemporary Jewry*. Se constitue donc un champ avec des revues spécialisées aux Etats-Unis et au Royaume-Uni, mais de façon bien moindre en France (où les revues en études juives sont surtout des revues classiques consacrées à l'étude des textes).

Au niveau des financements, une aide est fournie par des organismes comme l'American Joint Committee qui finance et soutient la restauration du judaïsme français d'après-guerre. Se fait

sentir le besoin d'un savoir concret pour guider le travail des organisations : il faut des enquêtes, des diagnostics, de l'expertise, et donc des experts.

1.3. Une conflictualité intra-juive renouvelée

Le débat "qu'est-ce qu'être juif ?" est un débat ancien mais qui connaît une conflictualité renouvelée durant la période 60-80.

Au 19ème siècle, en Europe de l'Est, les débats opposent les partisans d'une confessionnalisation de l'identité juive (considérée uniquement sous l'angle de la religion, avec des débats religieux intenses pour savoir si l'identité juive est centrée sur une tradition particulariste ou sur des éléments universalistes) et ceux qui souhaitent construire la judéité sous l'angle de la nationalité, avec une identité culturelle et politique forte.

La Shoah rebat les cartes de ce débat, avec également un déplacement du centre de gravité des débats vers les USA, le UK, la France. Apparaît notamment une nouvelle division du travail avec par exemple en France, le Consistoire qui est chargé du religieux et le Fonds social juif unifié qui se charge de la solidarité, de la philanthropie, de l'éducation, de la culture. Il y a une revendication concrète de séparation du culturel et du religieux.

Apparaît aussi un nouvel acteur : l'Etat d'Israël, qui joue un rôle en disant qu'être Juif a désormais un sens étatique concret. Cela se manifeste par une série de lois et de débats:

- 1951: vote de la loi du retour pour "toute personne juive". La définition s'autonomise du religieux (il n'y a pas que le religieux qui fonde l'identité juive)
- 1960: pour être défini comme juif, il faut être né d'une mère juive et ne pas avoir été membre d'une autre religion
- 1970: extension de la définition (avoir au moins un grand-parent juif ou être marié à une personne juive)
- 1980: affaire Soshana Miller, acceptation des conversions libérales faites par des rabbins libéraux (surtout aux USA)

Tous ces débats internes au monde juif acquièrent une dimension transnationale: les différents courants du judaïsme se structurent au niveau international. A partir des années 70, on assiste à un durcissement des frontières entre orthodoxes et libéraux (quelques soient les pays, les rabbins orthodoxes doivent avoir les mêmes positions, etc.).

Deux évolutions structurent aussi la période:

- des évolutions sociales, qui ne sont pas propres au judaïsme, qui tendent vers la sécularisation des identités religieuses et la hausse de l'individualisme religieux
- une très forte hausse des conversions au judaïsme (ce qui a longtemps été impensable et qui constitue un changement majeur)

2) Adoption des enquêtes par questionnaire et nouveau consensus sur le critère de l'auto-identification (années 70)

2.1. Abandon d'un modèle ancien : les compilations de registres

Les années 70 marquent un changement colossal car on passe d'une collecte basée sur des registres à des données statistiques issues d'enquêtes (pour reprendre une distinction établie par A. Desrosières). A partir des 70s, on construit des échantillons et on collecte des données nouvelles, qui n'existaient pas au préalable.

Au 19^{ème} siècle, se met en place une tradition de compilation des registres pour avoir des estimations du nombre de Juifs. Au UK et aux USA, sont publiés chaque année des annuaires statistiques qui listent les synagogues et proposent des estimations de population: the *British Jewish yearbook*, the *American Jewish yearbook* publié par l'American Jewish Committee chaque année et qui propose des estimations du nombre de Juifs dans tous les pays du monde (sans toutefois préciser les sources). Exemple: article "Statistics of Jews" publié par H.S. Linfield en 1937.

Ces estimations sont "pifométriques": des questionnaires sont envoyés aux responsables juifs locaux leur demandant "dans votre ville, à votre avis, combien y a-t-il de Juifs?". On reçoit surtout des estimations du nombre de ménages et de familles. Joseph Jacobs, en amateur éclairé, développe un savoir d'expertise pour bricoler à partir de sources différentes des estimations à peu près crédibles. Exemple: "Estimate of the Jewish population in London", *Journal of the Royal Statistical Society*, 1933, vol. 96. Cet article estime la population à partir des enterrements dans les carrés juifs. Tout cela, c'est l'ancien modèle.

A partir des années 70, on passe à un autre modèle: l'enquête, qui s'appuie moins sur les synagogues et les organisations locales. Il devient important que les enquêtes soient scientifiques, professionnelles.

2.2. Le cas britannique

En 1962, une grande conférence est organisée à Londres par le Jewish Board. Le démographe Roberto Bachi propose de mettre en place des enquêtes. Une unité de recherche est créée au sein du Board et Barry Kosmin en prend la tête.

La Redbridge Jewish Population Survey s'appuie sur les données du recensement d'une ville britannique, couplées aux listes électorales. On identifie les "Jewish sounding names" puis on réalise une enquête en face à face (au porte à porte). Le questionnaire commence ainsi:

- y a-t-il une mezouzah sur la porte d'entrée?
- est-ce que quelqu'un est juif dans cette maison? oui, tout le monde; oui, certains; non

Les questionnaires sont très fouillés et permettent une comparaison terme à terme avec le recensement général. On s'intéresse principalement à la stratification sociale, aux professions exercées par les Juifs, avec aussi quelques questions sur la pratique religieuse. On trouve 90% de taux de pratique dans ces villes britanniques.

Il y a donc une autonomie au sein des organisations juives d'un champ de recherche qui est par ailleurs bien inséré dans le champ académique plus large (débat sur l'ethnicité, comparaison avec le recensement général, etc.)

2.3. Le cas français

D'avantage qu'au UK, on constate une problématisation très forte de la définition de ce qu'est être Juif. Contrairement au UK, où il y a beaucoup de Juifs religieux, en France s'impose l'idée qu'il faudrait arriver à travailler sur les désaffiliés, les Juifs peu religieux. L'enquête SOFRES 1 est commandée par le Fonds juif unifié. Les questions sont formulées ainsi: "il est possible de s'identifier à de nombreux groupes. Avec lequel de ces groupes vous identifiez-vous? Breton, basque, corse, catholique, juif/israélite, etc." L'enquête parvient à une estimation de 700 000 Juifs en France. L'enquête SOFRES 2 en 1977 a recours à un questionnaire très détaillé. Ces 2 enquêtes ne rencontrent pas vraiment d'écho académique et sont surtout relayées dans la presse juive.

Dans le monde académique, Roberto Bachi entre en contact avec Claude Lévy à l'INED pour faire une enquête sur les Juifs en France: on procède par tirage aléatoire sur les listes électorales de patronymes caractéristiquement juifs. Mais les tests réalisés sont peu concluants et l'INED ne poursuit pas l'aventure. L'enquête est reprise par Sergio della Pergola et Doris Bensimon. Elle se déroule en plusieurs phases de 1972 à 1978 et n'est publiée que dans les années 80. Elle retient le critère de l'autodéfinition. L'enquête se fait par courrier, avec relance par des enquêteurs. Le questionnaire souligne bien que les réponses sont anonymes et qu'elles seront détruites, et que l'enquête est soutenue par les organisations juives. L'enquête pose des questions sur les différentes définitions de la judéité. Les chercheurs affirment que la définition de la judéité doit être autonome du rabinat et de la religion. Ils n'imposent pas de définition a priori. Ils cherchent à mettre en place une enquête qui répond aux normes de l'exigence scientifique.

2.4. Le cas américain

C'est celui qui devient le plus important par la suite. Dès le début du 20ème siècle, se met en place une tradition importante d'enquêtes locales. En 1970, la grande nouveauté, c'est le fort investissement financier et organisationnel pour lancer la NJPS (National Jewish Population Survey). Les listes fournies par les organisations juives sont utilisées pour cibler les zones géographiques à forte densité juive. On met en place un taux d'échantillonnage par strate géographique. Les enquêteurs regardent bloc par bloc et disent s'ils estiment qu'il y a beaucoup ou peu de Juifs dans chaque bloc. Puis on envoie des enquêteurs avec des questionnaires détaillés. On rentre dans l'échantillon si on répond oui à l'une des questions suivantes:

- êtes-vous né Juif ?
- êtes-vous Juif aujourd'hui ?
- avez-vous un père juif ?
- avez-vous une mère juive ?
- y a-t-il quelqu'un de juif dans le ménage ?

En 1990, on rajoute une question filtre à la NJPS "quelle est votre religion ?"

L'enquête est coordonnée par Barry Kosmin, qui distingue différentes strates de population juive:

- les born Jewish et Jewish by religion: qui constituent la majorité
- les born Jewish
- les convertis, etc.

D'autres conceptions existent, comme celle développée par Sergio della Pergola en 2016 avec la religion comme noyau central.

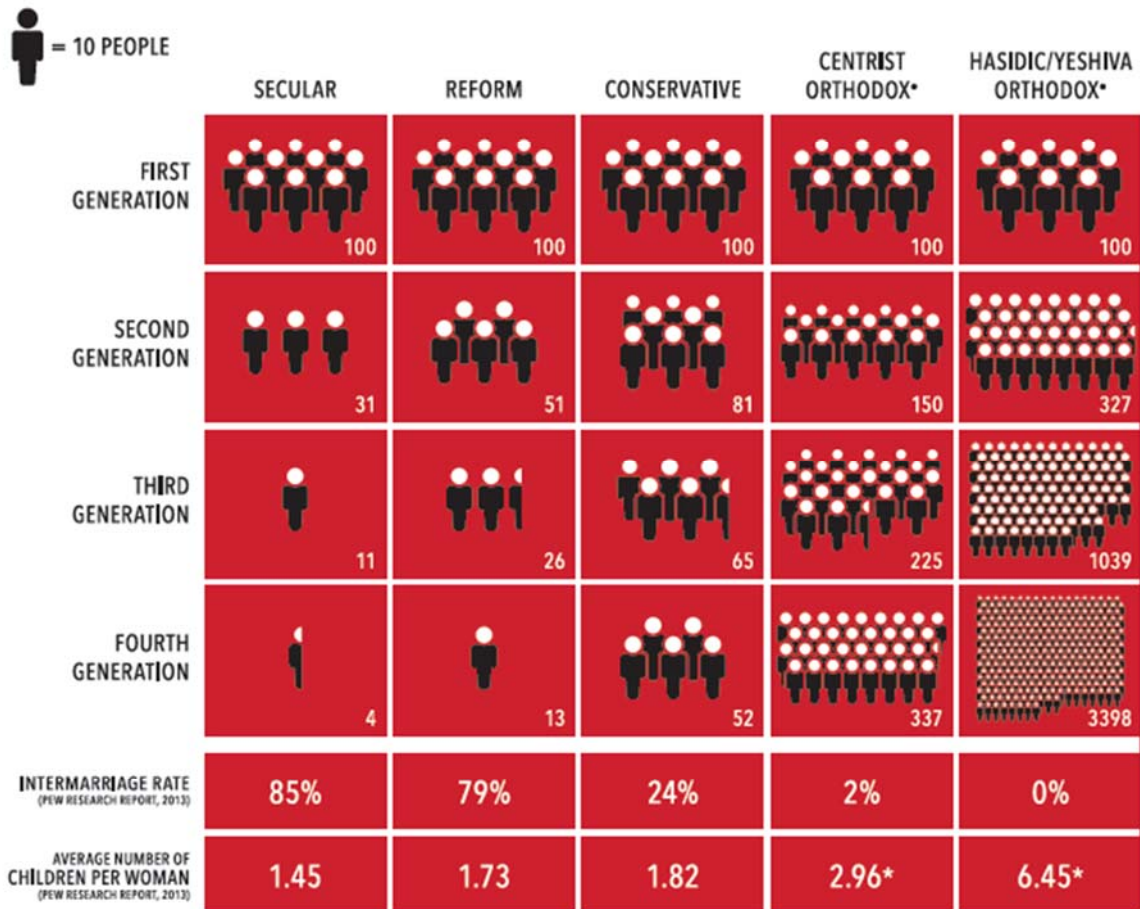
Aux USA, l'expertise se développe très fortement et les années 90 sont marquées par des débats et des conflits entre les chercheurs et les organisations juives. Les organisations juives veulent viser le coeur (les Juifs religieux) car il est trop coûteux d'étendre les enquêtes. Elles veulent se concentrer sur les affiliés, les "très Juifs", ceux qui sont fidèles aux organisations. Elles font de l'*inreach*. Par contraste, les chercheurs veulent avoir toute la gamme et travailler sur la périphérie extensive, car cela est plus intéressant et garantit l'autonomie scientifique. Ils font de l'*outreach*. Ces conflits conduisent à une véritable crise dans les années 2000 autour de l'enquête. Les coûts explosent et l'enquête est interrompue.

En 2018, dans le cadre du scandale #MeToo, le démographe Steven M. Cohen est accusé de harcèlement et démissionne de ses fonctions. Cette affaire remet en visibilité les critiques féministes plus anciennes qui avaient été formulées à l'encontre des enquêtes. En effet,

l'usage principal qui était fait de ces enquêtes par la presse juive était de souligner la crainte d'une disparition démographique des Juifs, avec l'idée sous-jacente que les femmes juives ne font pas assez d'enfants et qu'il y a trop de mariages exogames. De très forts débats entourent les statistiques juives aux Etats-Unis, alors que c'est nettement moins le cas en France. En témoigne ce graphique, "The Future of American Jewry: Will your grandchildren be Jewish?" publié en 2016:

THE FUTURE OF AMERICAN JEWRY

Will Your Grandchildren Be Jewish? Revisited II



With the exception of the Orthodox, the chances of American Jews having Jewish grandchildren and great-grandchild is becoming increasingly remote based on the following:

1. Intermarriage rates;
2. The increasing percentage of Jews that do not marry and/or marry but choose not to have children.

* Although there is no clear definition of 'Centrist Orthodox' or 'Hasidic-Yeshiva Orthodox', the main distinguishing factors relate to attitudes regarding formal secular studies, family size and the type of day school children attend.

* Statistics pertaining to fertility rates for Orthodox were based primarily on data extrapolated by Dr. Marvin Schick (See: 'A Census of Jewish Day Schools in the United States - 2013-2014' - October 2014)

This inter-generational demographic chart ("the Chart") is part of an article co-authored by Antony Gordon and Richard M. Horowitz titled "Will Your Grandchild Be Jewish? Revisited II" ("the Article"). The Article is the product of extensive research conducted by Gordon and Horowitz between 2014-2016 based on the raw data of the most recent national demographic study on American Jewry conducted by the Pew Research Center and released on October 1st, 2013.

Reproducing the article/the chart in whole or in part without the explicit permission of Gordon and Horowitz is strictly prohibited. To that end, please feel free to contact Antony Gordon at (323) 314-1898 or antony.gordon@jewishgrandchildren.com or richard.horowitz@jewishgrandchildren.com.

All Rights Reserved. March, 2016 ©

Les statistiques démographiques font donc l'objet d'une bataille intra-religieuse entre différents courants du judaïsme, avec l'idée que ce sont les orthodoxes qui assurent la pérennité du peuple juif.

Paul Schor, discutant

Merci beaucoup pour cette présentation très intéressante, qui m'a rappelé des débats dans les années 1910s aux USA autour de la question de savoir si l'on devait considérer "juif" comme une catégorie raciale dans le recensement américain. Un clivage s'est dessiné sur cette question au sein de la communauté juive : avec les Juifs venus d'Europe de l'Est (qui n'étaient pas citoyens américains, et qui communiquaient surtout en yiddish) qui étaient plutôt en faveur alors que d'autres, au statut social plus élevé, comme le sénateur Simon Guggenheim y étaient fermement opposés.

Il me semble que les enquêtes qui s'appuient sur les listes électorales excluent d'emblée les Juifs étrangers qui n'ont pas accès au vote.

Sur la question du centre, de la périphérie et de l'évolution des définitions, le propos m'a aussi rappelé un passage dans *Le ghetto* de Louis Wirth qui raconte l'histoire d'un homme qui s'éloigne de la communauté et du quartier juifs puis qui y revient vers ses 60-70 ans. Il redéménage dans le ghetto et refuse de parler à son fils qui entre temps a contracté un mariage mixte. Comment attraper ce genre de trajectoires dans les enquêtes ? Les Juifs ne se considèrent pas juifs de la même façon au cours de leur vie.

Y a-t-il aussi des personnes qui refusent de répondre à l'enquête au motif qu'être juif n'a aucune signification pour eux ? Quel est le degré de coopération des gens à ces enquêtes ? Qui coopère plus ou moins bien ? En 1910, certains refusent de participer au recensement alors que d'autres, dans la presse yiddish notamment, invitent fortement les Juifs à participer, pour montrer combien ils sont. Quelle est l'influence de la position sociale sur ce degré de coopération ? Quels sont les profils qui coopèrent ? Y a-t-il des différences d'un pays à l'autre ?

Les enquêtes ont tendance à se concentrer sur des quartiers à forte concentration juive, sauf les enquêtes omnibus. Comment trouver des gens éloignés du judaïsme qui accepteraient de s'affilier au questionnaire ? Il y a beaucoup d'ex-Juifs aux USA, un peu sur le modèle des Marranes. Est-ce qu'ils répondraient au questionnaire ? C'est intéressant de croiser ces enjeux de méthodologie d'enquête avec les résultats attendus par les organisations juives.

Une question aussi sur la coordination transnationale des définitions : y a-t-il des transferts de définitions scientifiques entre les trois pays ?

Quid des Juifs trotskystes aux USA? Sont-ils dans les enquêtes ? Eux aussi se posent en détenteurs d'une certaine identité juive mais sont très éloignés de tout cela et le font de façon très différente.

Réponses de Béatrice de Gasquet

Les étrangers sont en effet exclus des enquêtes qui s'appuient sur les listes électorales, mais on essaie ensuite de les réintégrer dans les estimations en calculant le pourcentage d'étrangers au sein de la population juive.

Concernant l'effet du statut social, il faut noter que les gens qui viennent d'Europe de l'Est et de familles peu religieuses n'ont pas les mêmes positionnements que les gens qui viennent de la même région mais de familles religieuses.

On peut voir cette diversité de positionnements dans les nécrologies ou les biographies des chercheurs qui ont contribué à l'élaboration des enquêtes. Il y a un très beau numéro de *Contemporary Jewry* consacré aux "histoires juives" de ces chercheurs qui expliquent ce qu'ils ont cherché à faire dans leurs enquêtes. On y constate une très forte réflexivité sur tous ces enjeux.

La priorité pour les chercheurs est de parvenir à caractériser les désaffiliés. On parvient à les trouver en suréchantillonnant certains endroits. Les enquêtes des années 90 sont à ce titre différentes de celles des années 70 car elles s'appuient sur des méthodologies omnibus avec des questions de filtrage. La priorité n°1 de Kosmin, ce sont les désaffiliés.

Dans la période récente, on a aussi un focus sur les "nones" où l'on découvre que des gens qui ont répondu "non" à beaucoup de questions de filtrage ont tout de même un lien avec la judéité quand on creuse un peu. Le problème est que ces enquêtes coûtent très cher.

Sur les résultats attendus (ou inattendus) des enquêtes, on observe des débats sur les chiffres. L'enquête de la SOFRES dans les 70s estiment qu'il y a 700 000 Juifs en France alors que della Pergola et Bensimon estiment que c'est plutôt 500 000. S'ensuit un débat très fort entre les deux enquêtes : Pergola et Bensimon accusent la SOFRES d'avoir été manipulée par les organisations juives et la SOFRES les accuse de mauvais échantillonnage.

Questions de la salle

Nonna Mayer

Merci pour cette présentation absolument passionnante, qui aborde un sujet qui est resté longtemps dans l'angle mort en raison des réticences autour des statistiques ethniques. J'ai trois questions:

- avez-vous pris en compte les recensements d'avant-guerre où les Juifs étaient comptés?
- les enquêtes récentes comme celle d'IPSOS pour la Fondation Jean Jaurès et celle de l'IFOP pour la Fondation du judaïsme français montrent que seuls 36% des Juifs en France se révèlent religieux (ce taux est de 53% chez les jeunes et de 18% chez les plus de 60 ans)
- quid du débat en Israël sur l'usage de tests génétiques pour déterminer la judéité et l'éligibilité à la loi au retour, auquel Avigdor Lieberman, en tant que porte-parole des Israéliens issus de l'ex-URSS a opposé son veto le plus ferme?

=> Réponse de Béatrice de Gasquet : dans les trois pays étudiés, on ne recense pas la religion, sauf au UK à partir des années 2000. Mais lorsque des recensements

existent, en effet on les utilise et la presse israélienne du 19ème siècle les mentionne. Cependant, quand ils disparaissent, on ne demande pas non plus leur rétablissement. Il y a un refus systématique que l'Etat se charge du comptage. Ce n'est qu'en France finalement que dans les années 70 on envisage qu'un organisme de statistique publique, l'INED, participe aux enquêtes. C'est une exception car cela n'apparaît pas du tout au UK et aux USA. Finalement l'idée est abandonnée mais il est symptomatique qu'on l'ait envisagé en France et pas ailleurs.

Concernant les enquêtes récentes, on a en effet une évolution à partir des années 2000. Il y a aux USA l'arrivée du Pew Research Center qui prend les choses en main à mesure que les organisations juives perdent la main sur les enquêtes (beaucoup de conflits internes). Par ailleurs, dans les enquêtes récentes, on s'intéresse beaucoup moins aux Juifs qu'à l'antisémitisme. Il y a l'idée que le rôle de l'Etat est de faire des enquêtes sur l'antisémitisme et que le rôle des organisations juives est de faire des enquêtes sur les Juifs. Les enquêtes européennes sur les Juifs portent beaucoup sur l'antisémitisme et n'enquêtent pas les Juifs pour eux-mêmes, avec une forme de retour de cette définition en négatif.

Les tests génétiques ne sont pas mon objet et il y a beaucoup de travaux autour de cette question. De façon générale, les démographes n'utilisent jamais ces tests, mais certaines enquêtes posent la question "avez-vous déjà eu recours à un test génétique ?"

Alain Blum

Dans ces enquêtes, y a-t-il des questions sur des parents ayant été victimes de la Shoah ? Est-ce qu'il y aurait chez certains des tentatives de définition à travers cela ?

Je suis fasciné par le personnage de Della Pergola: est-ce qu'on perçoit dans son propre parcours des évolutions sur ces questions ?

Je m'interroge aussi sur l'influence des questionnements après-guerre sur la question de savoir qui parmi les Juifs doit être renvoyé en URSS?

On sait aussi qu'en URSS il y avait beaucoup de recensements, y compris sur les Juifs. Est-ce que cela a eu une influence sur les débats français, américains ou britanniques ? Est-ce qu'il y a eu des échanges ?

Enfin, y a-t-il des traces de l'enquête de 1972 dans les archives de l'INED ?

=> Réponse de Béatrice de Gasquet: dans les enquêtes françaises des années 70, il y a très peu de questions sur l'antisémitisme. Une question porte sur "un membre de votre famille a-t-il été déporté ?" et il y a une ou deux autres questions sur l'antisémitisme mais ce n'est pas central car il y a l'idée que les enquêtes sur les Juifs en eux-mêmes et les Juifs comme victimes de l'antisémitisme doivent être séparées. Pour Sergio della Pergola, c'est l'autodéfinition qui compte avant tout. Il revendique une position autonome par rapport à des positions religieuses ou politiques. Mais on remarque des évolutions : ainsi il défend l'enquête des années 2000 alors qu'elle est accusée d'être trop soumise à la commande des organisations juives (focus sur les très affiliés). Il a donc une évolution personnelle sur ce sujet. Il émet aussi beaucoup d'interrogations dans le cadre de la loi du retour car il se trouve en Israël. Il fait le constat que souvent lorsqu'on s'éloigne de la religion, on s'éloigne aussi de la judéité et que les deux sont donc finalement liées.

Au sujet de l'URSS, j'avoue mon ignorance du sujet mais l'influence de l'URSS ne ressort pas dans les archives de Doris Bensimon, que j'ai consultées. J'ai laissé de

côté l'URSS pour me concentrer sur des pays où il y a un cadre ancien de définition confessionnelle de la judéité et pas de prise en charge ancienne du comptage des Juifs par l'Etat. Un autre cas intéressant à étudier et très différent serait l'Allemagne. Les archives de l'INED sont encore à explorer. Le questionnaire de l'INED était par ailleurs disponible dans les archives de D. Bensimon. Dans la 1ere version du questionnaire, il y avait une question "êtes-vous né Juif ?", qui a sauté par la suite. L'enquête de Della Pergola et Bensimon a du reste été difficile car ils recevaient beaucoup de lettres de personnes qui craignaient un fichage statistique. Ils répondaient que l'enquête était soutenue par le Fonds juif unifié.

Joëlle Marelli

Il semble que les sources citées fassent l'impasse sur d'autres distinctions intra-juives et notamment sur les judéités du sud de la Méditerranée ou de l'Orient, qui sont pourtant très présentes en France, ou encore au Canada. Sont-elles mentionnées ? Il semble qu'il y ait un point aveugle ici, qui n'a rien de surprenant au regard de l'invisibilisation de ces populations, mais qui semble reconduit dans les enquêtes.

Outre les Juifs trotskystes mentionnés par Paul Schor, on pourrait aussi s'interroger sur la gauche juive non-sioniste (Jewish voices for peace, Jews of color, etc.) qui assument une identité juive qui n'est pas toujours reconnue par les organisations juives.

=> Réponse de Béatrice de Gasquet: la division ashkénazes/séfarades est bien présente dans les enquêtes et ne constitue pas une question de filtrage. Dans les enquêtes françaises c'est souvent l'une des premières questions que l'on pose et c'est assez central (beaucoup moins aux USA). Il est souvent plus important pour les enquêtes de connaître les différences entre Ashkénazes et Séfarades qu'entre hommes et femmes. D. Bensimon a par ailleurs mené une enquête spécifique sur les Juifs nord-africains.

De façon générale, en France il y a une absence de tradition de recherche privée (contrairement aux USA et au UK) ce qui fait que les universitaires français travaillent moins avec les organisations juives que dans d'autres pays. Les organisations juives produisent beaucoup de statistiques à visée interne mais décident souvent, en raison de l'antisémitisme ambiant, de ne pas les diffuser. Cela peut expliquer une moindre attention à la diversité interne.

Patrick Simon

Explorer les archives de l'INED serait tout à fait pertinent. Pour une réflexion sur l'estimation du rendement des noms, il y a un article de Michel-Louis Lévy dans *Population* à ce sujet.

Plus généralement, la présentation a mis selon moi deux paradoxes en lumière:

- les Etats ne doivent pas compter les Juifs mais il y a en même temps une forme d'obsession du comptage de la part des organisations juives, de définition, d'estimation de nombres. Il y a cette relation paradoxale aux chiffres.
- l'évolution de la loi du retour en Israël met au jour des définitions qui sont de plus en plus généalogiques au cours du temps (parents, puis grand-parents) et qui semblent se rapprocher des définitions du nazisme

On a mentionné l'intérêt des chercheurs pour les désaffiliés et la périphérie extensive, mais les organisations juives n'ont-elles pas intérêt également à s'y intéresser pour pouvoir les ramener vers elles?

Enfin, y a-t-il eu des débats lorsque le UK a introduit une question sur la religion dans son recensement dans les années 2000?

=> Réponse de Béatrice de Gasquet: l'enquête du Pew Research Center en 2013 montre une explosion du nombre de Juifs peu affiliés. Elle est en cela très différente de l'enquête de 2000 qui se centrait sur les très affiliés. Toutes les organisations juives ne s'intéressent pas aux désaffiliés, ça dépend lesquelles. Pour certaines, il faut faire de l'outreach, mais le problème est que ça coûte très cher.

Sur le paradoxe des chiffres, il faut aussi souligner un fort intérêt des organisations juives pour le qualitatif : il s'agit de préciser les différentes manières d'être Juif. Il ne s'agit pas seulement de compter mais de documenter qualitativement.

Sur le recensement et la question sur la religion : si c'est la religion qui est demandée, alors ça ne pose pas trop de problèmes, mais pour l'ethnicité, le Jewish Board a refusé. Il y a par ailleurs des coopérations : le Jewish Policy Research Institute utilise ainsi les données du recensement pour comparer avec d'autres données sur les populations juives. Il y a l'idée d'une complémentarité : les données du recensement ne suffisent pas, elles doivent être complétées par des enquêtes.

Frédéric Strack

Est-ce que ces enquêtes s'intéressent au noyau central du judaïsme que sont les ultra-orthodoxes et sur qui il y a très peu de données ?

=> Réponse de Béatrice de Gasquet: les Juifs orthodoxes ne constituent pas vraiment le coeur car ils sont minoritaires. Mais dans la mesure où ils sont très actifs, ils ont aussi accusé certaines enquêtes de les sous-représenter. Ils voudraient être davantage présents dans les échantillons. Le Pew Research Center fait par ailleurs des sous-rapports détaillés sur les orthodoxes.

Martine Cohen

Il faudrait poursuivre cette enquête passionnante au delà des années 80 et dans la période récente, en montrant comment la réflexion épistémologique en France, aux USA, au UK a évolué. Les enquêtes ont commencé avec des registres puis se sont complexifiées : cette évolution est intéressante car elle traduit un éloignement de la définition fournie par les synagogues. Cela montre une vraie préoccupation scientifique.

Il serait intéressant de comparer aussi avec d'autres populations (sur les enjeux de religion, de généalogie, de couleur de peau, etc.). Cette comparaison pourrait faire ressortir des différences, des complexifications dans la définition individuelle du religieux, etc.

=> Réponse de Béatrice de Gasquet: oui, il faut en effet prolonger cette enquête au-delà des années 80 car il y a des ruptures dans chacun des pays, notamment dans les 2000s avec un focus plus fort sur l'antisémitisme. Il faut toutefois souligner que les années 70 marquent vraiment un tournant.

La comparaison avec d'autres populations est une préoccupation majeure des enquêtes dans les années 70. Mais cette comparaison n'est pas toujours évidente car toutes les minorités n'ont pas cette histoire d'autonomie dans la construction d'enquêtes, dans la collecte de données, etc. Il n'y a pas d'enquêtes équivalentes sur d'autres minorités qui soient autonomes de l'Etat.

Ann Morning

Dans la foulée de l'affaire Steven Cohen, une autre figure, Michael Steinhardt, un philanthrope très actif dans les organisations juives et ayant financé de nombreuses études, a aussi été accusé de harcèlement sexuel. Son modus operandi était de dire qu'il fallait faire des enfants juifs !

=> Réponse de Béatrice de Gasquet: ces affaires ont été révélatrices car elles ont remis sur le devant de la scène des critiques féministes. On s'aperçoit qu'il est souvent plus facile de critiquer les normes patriarcales dans le monde religieux que dans les organisations laïques. Les féministes ont eu plus de mal à critiquer le fonctionnement des organisations juives laïques (cooptation entre hommes, construction biaisée des questionnaires, etc.) que les organisations religieuses (où il y a des textes que l'on peut discuter). Cette question de la parité communautaire est très présente.

Paul Schor

Y a-t-il dans les enquêtes des questions exclusivement culturelles et non religieuses ? Sur la cuisine, la littérature, les formes d'affiliation symbolique ?

=> Réponse de Béatrice de Gasquet: oui, mais c'est toujours difficile de dissocier cela de la religion. Par exemple la célébration des fêtes de Pessah, la circoncision peuvent être culturelles ou religieuses. L'ethnographie montre que ce n'est pas forcément vu comme religieux. Il y a cependant beaucoup de questions sur la politique, les liens avec Israël, les voyages en Israël, les liens avec les médias juifs, les langues parlées, l'éducation, etc.